

**Laos 1959-1961 -
correspondence, official
documents, press clippings,
chrono...**

HS L 179:89



Dag Hammarskjölds saml.

Laos - 1961

20 April

Zellweger, Edouard, (Special Consultant
to the Sec. Gen., Laos)

- 1 letter to D.H.



BOITE POSTALE 345

VIENTIANE, LAOS

le 20 avril 1961

Cher Monsieur Hammarskjöld,

Conformément au programme, je suis arrivé ici dimanche, le 16 avril, et je me suis remis au travail le jour suivant. J'ai repri contact avec les milieux gouvernementaux et le corps diplomatique en rendant visite au Prince Boun Oum, à Chao Sopsaisana, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, ainsi qu'aux chefs des Missions diplomatiques. Ces derniers sont pour la plupart réduits au rôle de spectateurs, le sort du Laos se trouvant placé, pour le moment, entre les mains des co-présidents de la Conférence de Genève et les Américains.

1. L'événement saillant de cette semaine a été la décision américaine d'installer au Laos un Groupe Consultatif d'Assistance Militaire (MAAG), comme il en existe en Thaïlande, au Sud-Vietnam et même au Cambodge. (Seulement, dans ces pays ils ont été créés en temps de paix). L'accord Lao-Américain relatif à la constitution d'un MAAG a été annoncé le 19 avril à 16 heures dans une conférence de presse tenue par Chao Sopsaisana.

Le même jour, l'Ambassadeur d'Angleterre à Moscou a proposé au gouvernement soviétique de lancer l'appel en vue du cessez-le-feu au Laos le lendemain (20 avril): "timing", qu'on ne peut s'empêcher de trouver étrange. D'ailleurs, "Voice of America" a répandu la nouvelle de la création d'un MAAG au Laos le 19 avril à 7 heures du matin. Le même jour à 11 heures, l'Ambassadeur des Etats-Unis est venu me trouver pour m'informer de la nouvelle mesure américaine, me disant en passant, qu'il revenait à l'instant du Prince Boun Oum, chez qui il était allé chercher la requête formelle du gouvernement lao portant sur l'installation d'un MAAG au Laos. Aux dires de l'ambassadeur, le nouvel organisme a été constitué, d'une part, pour mettre à l'épreuve la sincérité des Russes dans leurs négociations avec l'Angleterre concernant l'armistice au Laos et le rappel de la Commission de Contrôle, d'autre part, pour remonter le moral de l'armée lao et augmenter ou - plutôt - réveiller son esprit de combat. (Des conseils sur la conduite de la guerre ont été prodigués depuis longtemps par les membres du PEO - Programs Evaluation Office - qui administre l'aide américaine à l'armée lao).

M. Dag Hammarskjöld
Secrétaire-général
Nations Unies
New York, N.Y.

.../2



- 2 -

D'après un rapport de l'ambassade de France à Washington, dont l'ambassadeur de France m'a donné connaissance, on a été plus explicite au State Department. On y a dit au représentant de la France que l'armée lao s'était montrée incapable de tenir les positions, que les Américains lui avait demandé de défendre; que l'armée lao était démoralisée; qu'elle ne tiendrait les dernières positions stratégiques d'importance que "sous la férule" de conseillers américains et qu'il était par conséquent indispensable de faire encadrer les unités lao, sur le champ de bataille, par des officiers et sous-officiers américains.

Anglais et Français étaient également ahuris par la création, en ce moment, d'un MAAG au Laos. La France a fait exprimer à Washington "sa surprise et son désaccord". Elle a, en outre, fait relever que la mesure américaine était incompatible avec l'accord franco-américain de 1959 concernant l'instruction de l'armée lao. (Vous vous rappellerez que, pour faire semblant de respecter l'accord de Genève - interdisant l'introduction de tout personnel militaire étranger sauf une mission militaire française - sur la cessation des hostilités au Laos, les instructeurs américains font figure d'auxiliaires de la Mission militaire française et travaillent théoriquement sous sa surveillance).

Selon l'ambassadeur de France, le Quai d'Orsay éprouve des inquiétudes. Il commence à s'interroger sur les intentions réelles des Etats-Unis. Lors de la dernière conférence du Conseil de l'Otase à Bangkok, la délégation des Etats Unis aurait, à différentes reprises, fait état de renseignements militaires que l'ambassadeur de France qualifie de "fabriqués", parce qu'incompatibles avec les constatations concordantes des attachés militaires d'Australie, d'Angleterre, des Etats-Unis et de la France à Vientiane. (Les dits attachés se rencontrent régulièrement pour échanger et évaluer leurs informations et arrivent souvent à une communis opinio).

L'ambassadeur de France reconnaît que l'activité militaire des adversaires du gouvernement s'est accrue au cours des derniers jours. Toutefois il doute que les Pathet Lao veuillent pousser l'offensive jusqu'au bord du Mékong et occuper les capitales provinciales situées à proximité du Mékong, notamment Thakhek. Ses doutes sont partagés par l'ambassadeur d'Angleterre et aussi par le Prince Boun Oum, selon lequel les parties stratégiquement importantes du Laos sont déjà sous contrôle des Pathet-Lao.

2. Le 14 avril Chao Sopsaisana a accordé un interview au correspondant de l'AFP, au cours duquel il a déclaré que le Laos se détacherait de tous les blocs en :

- a) faisant passer l'aide économique et culturelle par le canal de l'ONU;
- b) le programme d'aide militaire pourrait être supervisé par d'autres membres de l'ONU comme par exemple la Suède".

.../3



- 3 -

Sopsaisana m'a confirmé que cela était bien ce qu'il avait dit en précisant qu'il avait aussi mentionné les agences spécialisées. L'idée, qu'à l'avenir - c'est-à-dire après la conférence des quatorze et comme résultat de celle-ci - l'assistance technique et économique devrait être administrée par les Nations Unies a été également exprimée par les ambassadeurs de Grande-Bretagne, d'Australie et de l'Inde, qui sont en faveur d'une "débilatéralisation" complète de l'aide au Laos. Même l'ambassadeur des Etats-Unis a dit que son pays était disposé à céder une partie de son activité dans le domaine de l'assistance technique et économique à un organisme international, de même que de voir les instructeurs militaires américains remplacés par des successeurs venant d'un pays neutre. L'idée de voir confier l'administration de l'aide extérieure aux Nations Unies est, en particulier, chère aux dirigeants du Commissariat du Plan.

Bien sûr, plusieurs de mes interlocuteurs se sont demandés si, vu les attaques malveillantes dont vous êtes l'objet de la part des pays communistes, le projet d'une "débilatéralisation" de l'aide extérieure serait accepté par les membres communistes de la future conférence de Genève. J'ai pris soin de leur expliquer l'organisation et le mécanisme administratif de l'assistance technique des Nations Unies (BAT, Comité de l'Assistance technique, ECOSOC, Assemblée Générale) en soulignant que des Etats non-membres de l'ONU pouvaient s'associer et s'étaient associés au Programme élargi à condition d'être affiliés à une Agence spécialisée; qu'il fallait faire une distinction très nette entre le Secrétariat général et le Bureau de l'Assistance Technique, société holding groupant notamment les Organisations spécialisées. Tout cela était inconnu à la plupart de mes interlocuteurs et a spécialement plu à l'ambassadeur de l'Inde qui a réagi en disant: "I have to put this idea to my Government".

Quelque incertains que soient les résultats de la Conférence des Quatorze, mes collaborateurs et moi faisons des études et recherches discrètes sur les éléments de fait pertinents en cas de centralisation de l'aide extérieure par le canal du BAT.

Veillez me croire, cher Monsieur Hammarskjöld, votre sincèrement dévoué,

E. Zellweger
E. Zellweger